

Burundi : l'ONU appelle à une relance du dialogue interburundais

@rib News, 24/05/2018 Source AFP L'envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi, Michel Kafando, a lancé jeudi un appel aux autorités de ce pays pour relancer le dialogue interburundais, seul moyen selon lui de mettre un terme à la crise que traverse le pays depuis 2015. [Photo : Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi informe le Conseil de sécurité sur la situation au Burundi (archive).]

Maintenant que le référendum pour une réforme de la Constitution est passé, "nous attendons un signal fort des autorités burundaises en faveur d'une relance du dialogue interburundais", a déclaré Michel Kafando au Conseil de sécurité. Les Burundais ont largement approuvé par référendum en début de semaine une réforme de la Constitution qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de rester en poste jusqu'en 2034. Ce résultat avait été avancé par l'opposition, qui estime que le référendum s'est tenu dans un climat de peur et a été marqué par des fraudes. Les Etats-Unis ont aussi dénoncé un "climat de peur et d'intimidation". "Ce n'est qu'à travers un dialogue inclusif" que le Burundi "sortira de la crise actuelle", a insisté Michel Kafando, en jugeant la situation sécuritaire globalement "calme". Le Suisse Jörg Lauber, président d'un comité des Nations unies chargé de la paix au Burundi, a indiqué au Conseil que les autorités burundaises lui avaient récemment dit préparer "un plan de développement" économique qui pourrait être rendu public cet été. Ce plan pourrait être l'occasion de relancer le dialogue entre le Burundi et des institutions comme l'Union européenne ou le Fonds monétaire international, a-t-il estimé. Lors de la discussion, le Conseil de sécurité a affiché des analyses très opposées sur le Burundi. "La France est très préoccupée devant l'impasse politique" et "il y a un risque que la situation se dégrade", a dit son représentant, François Delattre. Les Etats-Unis ont mis en garde contre un Burundi devenant un Etat "à parti unique" avec des élections prévues en 2020. Le référendum "est un exercice qui stabilise le pays à terme", a jugé au contraire la Guinée équatoriale, membre non permanent du Conseil de sécurité, en réclamant "de l'impartialité". "Le référendum est une affaire purement intérieure du Burundi", a renchéri l'ambassadeur adjoint de la Russie, Dimitri Polyanski. L'ONU doit "respecter la souveraineté" du Burundi, a abondé la Chine. Pour ses critiques, le référendum enterre les derniers espoirs d'un retour au dialogue et casse l'équilibre politico-ethnique garanti par l'accord de paix d'Arusha, signé en 2000. Cet accord avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile (plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006), en instaurant un système de partage du pouvoir entre les deux principales ethnies, Hutu et Tutsi. Depuis sa candidature à un troisième mandat en avril 2015, contestée par l'opposition, la société civile et une partie de son camp, M. Nkurunziza a mené une répression brutale, qui a fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});